

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE

DEPARTEMENT DU CALVADOS

DES DELIBERATIONS DU

NOMBRE DE MEMBRES :

Afférents au Conseil Municipal : 11

En exercice : 10

CONSEIL MUNICIPAL DE

BEUVRON EN AUGE

Qui ont pris part à la délibération :

8

Séance du 27-11-2023

Date de la convocation

17-11-2023

Date d'affichage

17-11-2023

L'an deux mil vingt-trois, le vingt-sept novembre, le Conseil Municipal de Beuvron en Auge, régulièrement convoqué, s'est réuni à la Mairie sous la présidence de M. Jérôme BANSARD, Maire.

Présents : M. Jérôme BANSARD, Maire ;

Mme Béatrice GRANGE-LECOMTE, 1^{er} Adjoint ; M. Jean-François MOREL, 2^{ème} Adjoint ;

M. Alain GAYET ; Jean-Jacques CAMPION

Absents excusés : M. Marc CHAZELLE (donne procuration à M. Jean-François MOREL) ; Mme Elisabeth SAUTY de CHALON (donne procuration à M. Jérôme BANSARD)

Absents : Mme Mélanie HERVE ; M. Samuel HAREL ; M. Eric WETTERWALD-VERMUGHEN

Secrétaire de séance : M. Jean-François MOREL

1. Attribution du marché relatif aux travaux du Projet d'aménagement et de développement durable de la Commune et autorisation donnée au Maire de le signer

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2121-29, L.2121-1 à L.2121-23, R.2121-9 et R.2121-10 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.1411, L.1414, L.2122, L.2131, L.3131, L.5211, D.2131 et R.2131 ;

Vu l'article L2122-21 du CGCT et notamment son alinéa 6 selon lequel « Sous contrôle de l'État dans le département ; le Maire est chargé d'une manière générale, d'exécuter les décisions du conseil municipal et, en particulier (...) de souscrire les marchés » ;

Vu le Code de la Commande publique, et notamment les articles L.3, L.2111, L.2113, R.2122, R.2131 et R.2182 ;

Considérant que, par délibération du 11 juillet 2023, le Conseil municipal a approuvé le Projet d'aménagement et de développement durable de la Commune, son estimation financière et son plan de financement ; et qu'il a, par ailleurs, autorisé le Maire à lancer la procédure de passation du marché, selon la procédure adaptée, prévue par le Code de la Commande publique et dans les conditions prévues au chapitre III dudit Code, et à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché correspondant ;

Considérant que l'objectif premier de ce Projet est d'achever la requalification du Centre-Bourg, après que la Commune a réalisé, durant l'année 2020, l'aménagement de la place Michel Vermughen, véritable épicerie du Bourg, ainsi qu'une partie des rues Michel d'Ornano et des Haras, première étape d'une requalification de son Centre-Bourg ;

Considérant que ce Projet poursuit également l'objectif de renforcer son attractivité, en intégrant la valorisation d'une offre de tourisme, de développement durable et de transition écologique ;

Considérant que les aménagements envisagés dans ce nouveau Projet s'inscrivent dans la continuité de cet aménagement ; qu'ils prennent en compte l'ensemble des espaces attenants au Centre-Bourg, afin d'aboutir à un projet global liant l'ensemble des espaces ; qu'à ce titre, ils comprennent plusieurs axes :

- L'aménagement de l'entrée nord du Bourg par la RD 49, la rue Michel d'Ornano et la rue du Presbytère (RD 146) ;

- L'aménagement de zones vertes et de loisirs avec la création d'une Halte de repos pour randonneurs et cycliste ;

- L'aménagement du terrain des Couloux ;

- L'aménagement de l'arrière-Bourg : avenue de la Gare ; abords de la Mairie et de la cour de l'Espace des métiers d'art ;

Considérant par conséquent la nécessité d'entreprendre les travaux objets du présent marché ;

Considérant que, pour la mise en oeuvre du Projet, l'article L. 2120-1 du Code de la commande publique (CCP) prévoit que :

"Les marchés sont passés, selon leur montant, leur objet ou les circonstances de leur conclusion :

1° Soit sans publicité ni mise en concurrence préalables, dans les conditions prévues au chapitre II ;

2° Soit selon une procédure adaptée, dans les conditions prévues au chapitre III ;

3° Soit selon une procédure formalisée, dans les conditions prévues au chapitre IV. "

Considérant qu'au vu des seuils - nationaux et communautaires - de procédure des marchés publics, la Commune doit avoir recours à une procédure adaptée, qui est une procédure par laquelle l'acheteur définit librement les modalités de passation du marché, dans le respect des principes de la commande publique et des dispositions du Livre 1^{er} de la 2^{ème} Partie du Code de la Commande publique ;

Considérant que, en vertu de l'article R2123-4 dudit Code, "lorsqu'il recourt à une procédure adaptée, l'acheteur en détermine les modalités en fonction de la nature et des caractéristiques du besoin à satisfaire, du nombre ou de la localisation des opérateurs économiques susceptibles d'y répondre ainsi que des circonstances de l'achat" ;

Considérant que le marché comprend 2 lots :

Lot 1 : Travaux préparatoires, terrassement, réseaux eaux pluviales et de télécommunication, revêtements de sol et équipements ;

Lot 2 : Espaces verts ;

Considérant que le marché a été publié le 28 août 2023 ;

Considérant que la date limite de remise des candidatures et des offres était fixé au 29 septembre à 12 heures ;

Considérant qu'à cette date, 10 candidatures se sont fait connaître : 3 pour le Lot 1 et 7 pour le Lot 2 ; et que 8 offres ont été remises : 3 pour le Lot 1 et 5 pour le Lot 2 ;

Considérant qu'il revient au Conseil municipal d'autoriser M. le Maire à signer les marchés de travaux avec les entreprises choisies sous réserve que ces entreprises produisent leurs attestations fiscales et sociales ;

Sur la proposition de M. Jérôme Bansard, Maire de Beuvron-en-Auge, et sur sa présentation ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

Décide d'attribuer le marché relatif aux travaux du Projet d'aménagement et de développement durable de la Commune, pour les Lots 1 et 2, aux entreprises suivantes :

Décide que, pour le Lot 1, le marché est attribué, sur la base de la tranche ferme sans la prestation supplémentaire éventuelle (réalisation d'aires de jeux et d'un terrain de pétanque) et de la tranche conditionnelle, à la société Eiffage Route, pour un montant de 621 689,52 € TTC (550 437,60 € HT), offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères fixés au règlement de la consultation ;

Décide que, pour le Lot 2, le marché est attribué, sur la base de la tranche ferme et de la tranche conditionnelle, à la société VALLOIS, pour un montant de 75 665,64 € TTC (63 918,56 € HT), offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères fixés au règlement de la consultation ;

Autorise M. le Maire à signer le marché de travaux correspondant avec les entreprises sus-mentionnées, sous réserve qu'elles produisent leurs attestations fiscales et sociales, et à prendre toute mesure d'exécution relatives à ce marché ;

Dit que les crédits budgétaires relatifs à la réalisation de ce marché sont inscrits au Budget de la Commune ;

Dit que la présente délibération sera notifiée à M. le Sous-Préfet de Lisieux et au Trésorier du SGC Val et littoral de Caen ;

Dit que le marché étant soumis, au vu de son montant, à l'obligation de transmission au contrôle de légalité, l'ensemble des pièces du marché devra être transmis au Sous-Préfet de Lisieux dans un délai de 15 jours après la signature du contrat et avant sa notification aux titulaires des Lots de ce marché ;

Le Maire

Jérôme Bansard

Le Secrétaire de séance

Jean-François Morel

Transmis en Sous-Préfecture
et exécutoire le 2023